Procès-Verbal

Séance du 25 Février 2025

L' an 2025 et le 25 Février à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme DESANDRE-BRESSON Pascale, Maire.

Présents : Mme DESANDRE-BRESSON Pascale, Maire, Mmes : GERMANN-FAVRET Frédérique, HUMBLOT BEATRICE, LIEVE Louise, SOEURE Marie-Claude, ZANETTI VIRGINIE, MM : MAHIER Patrick, MAZOYER Gilles

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme VAUTHRIN Claude à Mme DESANDRE-BRESSON Pascale, M. DESANDRE Tanguy à Mme SOEURE Marie-Claude

Date de la convocation : 20/02/2025

A été nommé(e) secrétaire : Mme SOEURE Marie-Claude

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

SOMMAIRE

- 2025-01 - Droit de préemption - parcelle boisée A 445
- 2025-02 - Désignation d'un délégué au SIGF de l' Amance
- 2025-03 - Création d'un poste d'attaché territorial
- 2025-04 - Protection sociale complémentaire - Mandatement du Centre de gestion de la Haute-Marne afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé
- 2025-05 - Autorisation d'engager et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025

Le secrétaire de séance donne lecture aux conseillers municipaux du procès-verbal de la séance du 23 décembre 2024, puis le Maire leur demande de bien vouloir se prononcer sur son adoption.
Le conseil municipal n'émet aucune remarque et approuve à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 23 décembre 2024.

Droit de préemption - parcelle boisée A 445 réf : 2025-01

Madame le Maire informe le conseil municipal que la parcelle boisée A n° 445 lieu-dit "Champ Joly" sur le territoire de la commune de Laferté-sur-Amance est mise en vente.

Cette parcelle jouxte une parcelle communale de même nature, qui est soumise au régime forestier de l'Office National des Forêts et incluse dans le plan d'aménagement du SIGF de l' Amance, ce qui donne droit à la commune de préempter pour l'acquisition de ce terrain.
Elle fait part à l'assemblée des conditions de la vente et lui demande de se prononcer.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,
Vu le rapport soumis à son examen,

Considérant que la commune est propriétaire d'une parcelle voisine contiguë,
Après délibération, le conseil municipal, soucieux d'augmenter la surface de son patrimoine forestier,
décide :

- D'exercer son droit de préemption et se porte acquéreur de la parcelle A n° 445 d'une superficie de 11a 21ca appartenant à Mme Alison THORN dans les conditions définies par le vendeur et dont le prix s'élève à **213 €** hors frais d'acquisition.
- D'autoriser le Maire à signer l'acte de vente.

à l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

Désignation d'un délégué au SIGF de l'Amance **réf : 2025-02**

Suite à la démission de Monsieur Alain BAIKRICH, Madame le Maire demande au conseil municipal de désigner un délégué titulaire auprès du SIGF de l'Amance afin de le remplacer.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,
Vu le rapport soumis à son examen,

Le conseil municipal après en avoir délibéré, désigne :

- M. Gilles MAZOYER, délégué titulaire.

Ainsi, elle rappelle le nom des conseillers représentant la commune auprès du SIGF de l'Amance :

Pascale DESANDRE BRESSON, déléguée titulaire

Gilles MAZOYER, délégué titulaire

Virginie ZANETTI, déléguée suppléante

à l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

Création d'un poste d'attaché territorial **réf : 2025-03**

Vu le Code général de la fonction publique territoriale,

Vu l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Vu la liste d'aptitude par voie de promotion interne au grade d'attaché territorial à compter du 1er février 2025,

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade dans le cadre de la promotion interne.

Pour les besoins du service administratif, Madame le Maire propose de créer un poste d'attaché territorial à temps non complet pour effectuer les missions de secrétaire général de mairie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de créer un poste d'attaché territorial à temps non complet à raison de 10/35ème à compter du 1er avril

2025,

- d'adopter la modification du tableau des effectifs ainsi proposée,
- d'appliquer le régime indemnitaire concernant ce grade,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- de charger le Maire de nommer l'agent promouvable à ce poste.
- d'autoriser le Maire à signer tous documents afférents à cette affaire

à l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

**Protection sociale complémentaire - Mandatement du Centre de gestion de la Haute-Marne
afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé
réf : 2025-04**

Le Maire expose :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire.

Au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « santé », la participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.

Le montant accordé par la collectivité peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation.

Les centres de gestion ont une nouvelle obligation imposée par les textes de conclure une convention de participation à destination des collectivités.

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le Centre de gestion de la Haute-Marne a l'obligation de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un organisme compétent et conclure avec celui-ci, à compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « santé ».

A l'issue de cette procédure de consultation, la commune conserve l'entière liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés, par le biais d'une délibération.

Le montant de la participation que la commune versera aux agents sera précisé également par délibération, à l'issue du dialogue social qui a été engagé et après avis du comité social territorial du CDG

APRES EN AVOIR DELIBERE,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique visant à renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

VU la délibération du CDG52 en date du 29 juin 2021 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure une convention de participation sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent,

VU l'avis du comité social territorial du 27 janvier 2025,

Considérant l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire,

Considérant l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion de telles conventions au CDG52 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation,

Le Conseil municipal :

Article 1 : souhaite s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Santé ».

Article 2 : mandate le CDG52 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour le risque « Santé »

Article 3 : mandate le CDG52 afin de solliciter les régimes de retraite afin d'obtenir des statistiques relatives à la population retraitée qui sont « ... les données non nominatives relatives au sexe, à l'âge et au niveau moyen des pensions... ».

Article 4 : s'engage à communiquer au CDG52 les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population en cause.

Article 5 : prend acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le Centre de gestion de la Haute-Marne par délibération, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la commune aura la faculté de ne pas signer la convention de participation souscrite par le CDG52.

à l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

<p>Autorisation d'engager et de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 réf : 2025-05</p>
--

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment l'article L1612-1 ;

Vu le budget 2025 de la commune ;

L'article L1612-1 du CGCT prévoit que l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses urgentes d'investissement, avant l'adoption du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (hors dette).

Considérant la nécessité d'engager certaines dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif, Madame le Maire, propose à l'assemblée délibérante l'ouverture de crédits suivante :

Chapitre/article	libellé	montant
212	agencement et aménagement de terrain	2 000 €
2151	Réseaux de voirie	5 650 €
Total		7 650 €

Dans le cadre de cette proposition, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- autorise le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif.

à l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

Questions diverses :

- **Travaux divers**

Des travaux sont envisagés sur le chemin des Lapinières.

- **Journée citoyenne**

Une journée citoyenne sera organisée, une date sera prochainement décidée.

- **Maisons dégradées**

Madame le Maire a donné connaissance aux conseillers qu'elle a pris deux arrêtés de mise en sécurité pour 2 immeubles dégradés et dangereux.

Les sujets étant épuisés, Madame le Maire lève la séance à: 22:00

En mairie, le 06/03/2025

Le Maire
Pascale DESANDRE-BRESSON

Secrétaire de séance
Mme SOEURE Marie-Claude